

La guerre des nuages



ÉDITORIAL
PAR PHILIPPE ESCANDE

Si elle avait le temps de s'intéresser à la France, la nouvelle ferait bien rire la Silicon Valley. La patrie des manufactures de Colbert, du nucléaire d'Etat et de la Sécurité sociale tente le grand retour de l'informatique gouvernementale. Ou plutôt son dernier avatar, le « cloud computing à la française ». La puissance publique va subventionner par centaines de millions la mise en place d'un consortium emmené par deux joyaux de l'interventionnisme industriel à la française : France Télécom Orange et Thales. Il fallait y penser. Pour contrer l'OPA de Google, Amazon et Microsoft sur l'Internet mondial, l'alliance d'un opérateur téléphonique historique et d'un équipementier aérospatial présente en effet toutes les conditions de la réussite...

Au-delà de l'ironie, l'enjeu est pourtant de taille. De quoi s'agit-il ? De la dernière étape en date de la constitution de la société de l'information. Trois révolutions technologiques ont façonné le XX^e siècle et se poursuivent encore aujourd'hui : le moteur à explosion, l'électricité et l'électronique. Chacune a décuplé la puissance de l'homme et l'a mise à disposition du plus grand nombre. Elles ont favorisé la mobilité, l'urbanisation et la mondialisation des échanges. A partir d'un certain stade de

développement, elles ont tout naturellement séparé l'infrastructure de son usage. L'automobiliste ne fabrique pas son essence, l'utilisateur, même industriel, ne produit plus son électricité. C'est ce qui se passe actuellement avec l'informatique. Par souci d'économie et d'efficacité, la « machinerie informatique » est détachée de l'utilisateur. Le logiciel, les données sont de moins en moins dans le téléphone ou l'ordinateur, mais dans des centres informatiques géants, ces « nuages » d'ordinateurs reliés entre eux, équivalents des centrales électriques. Avec les avantages de coût et de sécurité qu'apportent la centralisation, et les inconvénients aussi. La catastrophe est plus rare, plus de disque dur qui crashe ou de bug incompréhensible, mais plus massive quand elle survient.

Dès lors, il n'est pas stupide que l'Etat se penche sur la question. Surtout s'il s'agit d'abriter ses propres données sensibles, celles du fisc ou de la police par exemple. D'ailleurs, sans trompettes, nos voisins britanniques, allemands ou américains mettent en place des infrastructures de gestion des données publiques. Quelques affaires retentissantes, notamment en Chine et aux Etats-Unis, ont montré que la guerre, froide ou chaude, avait déjà commencé sur les réseaux informatiques.

Il ne faut cependant pas s'illusionner. Ce souci de souveraineté se justifie, mais ne justifie pas tout. France Télécom ou Thales, équivalents de ATT et de Raytheon, ne boitent pas dans la même catégorie que Google ou Amazon. Le « cloud computing à la française » sera peut-être un élément de souveraineté, pas de compétitivité.

Lire nos informations
page 17

Il n'est pas stupide que l'Etat se penche sur la question du « cloud computing ». Surtout s'il s'agit d'abriter ses propres données sensibles.

Variations sur des notes

LE BILLET DE FAVILLA

La circonspection, voire la contestation, s'amplifie à l'égard des agences de notation américaines, dont les diagnostics ont revêtu la portée de verdicts. On ne peut s'empêcher d'évoquer à ce propos nos interminables querelles nationales sur la notation des élèves, avec la tentation inavouée du bac pour tous (ce qui n'est pas la tendance actuelle des agences). Le procès qui leur est fait aujourd'hui est d'une autre portée. L'effet autoréalisateur de leurs notations, principalement sur des dettes publiques, pervertit le champ opératoire et aggrave la situation des pays sous revue ; leurs distractions passées sur les mauvaises valeurs sources de la crise contrastent avec la sévérité pointilleuse qu'elles appliquent à l'Europe ; leur appartenance à des groupes eux-mêmes financiers jette une ombre sur leur impartialité... En bref, ces juges ne sont plus insoupçonnables. Il faut agir.

L'Europe médite de leur opposer une agence de notre cru. La Chine l'a déjà fait avec son agence Dagong, qui ne situe pas, au passage, les Etats-Unis dans la classe d'excellence. Dans les deux cas, le soupçon de partialité ne peut être écarté, mais au moins la multiplicité des expertises nuancera les jugements. Profitons de l'été pour avancer des scénarios hardis. L'un d'eux consisterait pour l'Europe à créer, non un nouveau concurrent aux agences, mais une agence de notation des agences. En compliquant ainsi le triple A de l'agence A et en confortant le double A de l'agence B, on mettrait dans tout cela juste assez de doute pour desserrer la pression des oracles. Et, pour peu que l'Amérique réplique, une liberté supplémentaire sera ouverte aux exégètes. Bienvenue à la pluralité.

Imaginons maintenant - scénario non exclu - qu'une agence dégrade la note de la France à la veille de nos présidentielles. Sarkozy est battu ; et la gauche, qui n'a cessé de dénoncer leur toute-puissance, digère sans broncher la victoire qu'elle leur doit ; jusqu'à la prochaine dégradation. Ces propos légers ne devraient pas être pris à la légère.

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Train chinois : un simple « accident tragique »

La collision de deux trains à grande vitesse a fait 40 morts et près de 200 blessés dans la province du Zhejiang (sud de la Chine), le 23 juillet. Pékin a invité la presse à faire profil bas sur l'événement. Les rédactions chinoises ont donc préféré éviter le sujet ou considérer la collision comme une source d'améliorations futures. Dans un éditorial, le « China Daily » affirme ainsi que, malgré l'accident, les progrès réalisés « en science et en technologie » par la Chine sont « clairement visibles par tous ». Contrôlé par le gouvernement et régulièrement sujet à l'autocensure, le quotidien en anglais rappelle que la Chine est un « élève avide de savoir » et prend exemple, pour les rattraper, sur les pays les plus développés.

Des efforts doivent encore être fournis pour « garantir une gestion optimale et réduire les lacunes dans le développement du réseau ferré chinois ». Une enquête du Conseil des affaires de l'Etat est chargée « d'identifier et de résoudre les causes de l'accident ». Tous les secteurs de l'équipement chinois doi-

vent recourir à des méthodes qui n'autorisent aucun « relâchement dans le travail et le devoir ». Au lieu de « saper l'enthousiasme du pays pour les trains à grande vitesse », l'accident doit servir de « réveil » et permettre de rectifier les erreurs.

La « surinterprétation » qui remet en question la qualité de la technologie chinoise et le modèle de développement prôné par Pékin est « allée trop loin ». Il est excessif de

nier les multiples avancées d'un pays en raison d'un accident, si « tragique » soit-il. Qui, demande l'éditorialiste, aurait pu imaginer en 1970 que Pékin et Shanghai seraient reliés en moins de six heures de train ? Qui aurait pu anticiper « la présence d'entreprises chinoises sur les plus grands chantiers high-tech du monde » ? Il s'agit de ne pas oublier que l'accident ferroviaire le plus meurtrier reste celui d'Eschede, en 1998 (101 morts). Pourtant, conclut le « China Daily », peu de personnes avaient alors mis en cause les « standards allemands en matière d'industrie et d'efficacité ».

La ville durable, ce sont d'abord des habitants responsables

LE POINT DE VUE DE JULIEN DAMON

Ville durable, ville durable, ville durable. L'expression, assez neuve, irrigue les discours politiques, les publications scientifiques, les querelles d'experts et nombre de dispositions issues de la démarche Grenelle de l'environnement. Mais de quoi parle-t-on ? Une méthode originale consiste à se demander, dans une visée didactique d'étonnement, ce que serait le contraire d'une ville durable. Sémantiquement, en raisonnant en quelque sorte par l'absurde, on trouverait quelque chose comme la campagne éphémère. Cette autre expression, inusitée, ne veut pas dire grand-chose. Tout le monde en conviendra. Symétriquement, son opposé (notre « ville durable » donc) ne rayonne pas de clarté. Chacun y place ce qu'il y veut, en termes d'ambitions, de réalisations, de législations. Et d'autres notions viennent en renfort pour préciser ce que serait le contenu de la ville durable : écologie urbaine, mixité sociale, urbanisme responsable, démarche citoyenne. On se gargarise souvent ainsi de mots, ceux-ci venant maintenant alimenter une copieuse littérature. Le sujet, s'il est empreint de flou, n'en reste pas moins aussi sérieux qu'important. Des techniques sont à l'œuvre : développement de l'énergie photovoltaïque, circuits courts de logistique, analyses économiques sur le cycle de vie. Des moyens sont dégagés. Des normes

sont établies. La grande question tient dans une alternative au fond assez simple. La ville durable relève-t-elle d'abord d'un bâti durable (équipements, maisons, immeubles, réseaux, etc.) ou d'habitants durables (au sens d'habitants aux comportements écologiquement et socialement vertueux) ?

Cette double option peut s'incarner à travers l'un des signes phares du sujet : le BBC. Connus pour désigner les bâtiments

interminables et se chauffent fenêtres ouvertes, les caractéristiques énergétiquement économes de leur habitat n'auront que peu de conséquences positives. L'essentiel procède des représentations et comportements des habitants.

Il est une troisième acception possible du sigle BBC, permettant de dépasser l'opposition habitat-habitants. Par incitations, technologiques notamment, il est possible que les habitations et les

Le plus beau bâtiment basse consommation du monde ne pourra donner que ce qu'il a. Ce sont ses usages, donc le comportement des habitants, qui priment.

basse consommation, le BBC peut valablement désigner les bonshommes basse consommation. L'un et l'autre vont certainement bien ensemble. Il faut néanmoins savoir ce qui prime : le contenu ou le contenant, les gens ou les équipements. Or ce sont certainement les comportements et les usages qui prévalent. Le plus beau BBC (bâtiment) du monde ne pourra donner que ce qu'il a. Il ne sera vraiment basse consommation que si ses occupants sont eux-mêmes basse consommation. Si ces derniers roulent en 4x4, prennent des douches

bureaux nous poussent à être plus sobres et plus efficaces sur le plan écologique. Des compteurs (d'eau ou d'électricité) dits « intelligents » vont ainsi se développer. Nous avons dès lors la perspective de voir s'étendre des bâtiments bons comportements (toujours BBC donc). Au-delà des mots, la logique est de concilier les trois canaux possibles pour une ville durable : les conceptions, les utilisations et les incitations.

Julien Damon, professeur associé à Sciences po (master urbanisme).

L'Europe face au déclin de sa population active

LE POINT DE VUE D'ANDY HOWARD

Dans des dizaines d'années, les générations futures se souviendront de 2011 comme d'un tournant radical dans l'économie européenne. Pas tant en raison des préoccupations macro-économiques qui concentrent l'attention aujourd'hui : avec le temps, ces inquiétudes s'atténueront. Mais, dans les courbes démographiques qui seront dressées sur le long terme, 2011 restera l'année du début du déclin de la population active en Europe. L'ONU observe en effet que, pour la première fois, le nombre d'Européens en âge de travailler vient de commencer à reculer, après avoir connu pendant vingt ans une croissance annuelle de 1 %.

Et si le réservoir de main-d'œuvre européen recule, ses générations âgées connaissent quant à elles une croissance exponentielle. Le nombre d'Européens de plus de 65 ans croîtra ainsi cinq fois plus vite que le reste de la population au cours des vingt prochaines années, avec pour conséquence un vieillissement rapide de l'Europe. En d'autres termes, il y aura moins de travailleurs pour générer une production destinée à être partagée avec une frange de population de plus en plus âgée et de plus en plus dépendante.

Le vieillissement irrésistible de l'Europe s'imposera de manière insidieuse, avec des impacts directs et indirects sur les économies et les Bourses d'échange. La transition démographique au cœur de laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, et qui a déjà vu le monde passer de 2 à 7 milliards d'habitants avec une croissance particulièrement soutenue de la population active, est en marche depuis la première moitié du siècle dernier. Son point d'inflexion s'est opéré au cours de la dernière décennie : la croissance démographique est maintenant moins rapide et les populations commencent à vieillir. Dans sa première phase, cette transition a généré

Il y aura moins de travailleurs pour contribuer à la croissance économique et davantage de concurrence entre les entreprises pour trouver de la main-d'œuvre.

une croissance économique sans précédent, des progrès technologiques, une amélioration des niveaux de vie et - pendant presque toute cette période - des rendements solides sur le marché du capital-investissement. Ces acquis ne vont pas s'inverser, mais le développement continu va devenir plus laborieux.

Le phénomène implique quatre conséquences majeures. D'abord, il y aura moins de travailleurs pour contribuer à la croissance économique et plus de concurrence entre les entreprises pour trouver de la main-d'œuvre. Ensuite, la consommation sera affectée : les personnes âgées ont généralement moins d'argent à dépenser et consacrent un moindre budget aux dépenses superflues. Par ailleurs, le déficit d'épargne va devenir un défi de plus en plus dur à relever pour la plupart des pays développés dans la mesure où, avec moins de personnes en âge d'épargner et des taux d'intérêt sur l'épargne de plus en plus faibles, les réserves d'épargne vont rapidement décliner. Enfin, avec moins de travailleurs et des générations âgées de plus en plus coûteuses, la pression exercée sur les finances publiques va se faire plus lourde.

Les solutions les plus évidentes - augmenter l'âge de la retraite ou diminuer les pensions versées par l'Etat - risquent d'être politiquement compliquées à mettre en œuvre maintenant que plus de 40 % des électeurs en Europe (occidentale) ont dépassé 55 ans et sont peu susceptibles de se montrer favorables aux mesures nécessaires à la réduction des déséquilibres accumulés entre les générations. Sur le marché boursier, tous les secteurs sans exception seront confrontés à ces difficultés en perspective. Même ceux qui pourraient bénéficier d'une demande accrue - tels la santé ou les services financiers - vont devoir faire face à des Etats à court d'argent, que ce soit en tant qu'acheteurs ou en tant qu'autorités fiscales. Au-delà de ce sombre tableau démographique, il existe toutefois des raisons d'être optimiste. Notamment parce que l'économie mondiale se développe à un rythme accéléré sous l'impulsion des pays émergents. Cela offre des opportunités pour les entreprises qui sauront en profiter.

Andy Howard, chef de recherche de Goldman Sachs Sustain à Londres.

16, rue du 4-Septembre, 75112 Paris Cedex 02
Tél. : 01 49 53 65 65 - Fax : 01 49 53 68 00
Site Web : lesechos.fr

LesEchos

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION **Henri Gibier**
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DÉLÉGUÉ **Nicolas Barré**
RÉDACTEURS EN CHEF **David Barroux** (Industrie-High-Tech, Régions) **François Bourboulon** (Web)
Daniel Fortin (Enquêtes, Idées) **Arnaud Le Gal** (Dossiers spéciaux et actualité entrepreneuriale) **Gilles Sengès** (Éditions en continu) **Dominique Seux** (France et International)
François Vidal (Finance-Marchés, Services)
DIRECTRICE ARTISTIQUE **Sophie Laurent-Lefevre**
Fabien Laborde (Adjoint)
RÉDACTEUR EN CHEF TECHNIQUE **Didier Boileau**
RÉDACTEUR EN CHEF INFOGRAPHIE **Philippe Hoyau**
EDITORIALISTES **Philippe Escande**, **Jacques Hubert-Rodier**, **Jean-François Péresse**, **Jean-Marc Vittori**, **Gilles Coville**, **Sabine Delanglade**, **Laurent Flallo**, **Sylvie Ramadier** (Entreprises et Marchés, Le Crible.fr)
Jean-François Polo (En Vue)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION **Nicolas Beytout**
PUBLICITÉ **Les Echos Médias**
Tél. : 01 49 53 65 65, Fax : 01 49 53 68 22
DIRECTEUR GÉNÉRAL **Nicolas Wattinne**
DIRECTRICES GÉNÉRALES DÉLÉGUÉES **Véronique Jacqueline**, **Cécile Colomb**
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT **Hervé Noiret**
DIRECTRICE PUBLICITÉ PÔLE CORPORATE **Caroline Chambonnière**
DIRECTRICE PUBLICITÉ COMMERCIALE **Catherine Ibled-de Marles**
DIFFUSION - DIRECTRICE **Sophie Gourmelen**
SERVICE ABONNEMENTS LES ECHOS
17, route des Boulangers, 78926 Yvelines Cedex 9
Tél. : 01 70 37 61 36 Fax : 01 55 56 70 38
du lundi au vendredi de 9 h à 18 h

FABRICATION PHOTOCOPIATION - PHOTOGRAVURE
Boétie Compo IMPRESSION Ivry (Le Monde),
Nantes (Ouest-France) Montpellier (Midi Libre),
Mulhouse (L'Alsace), Ste-Marie de La Réunion (RotoOcéan).
TIRAGE DU 2 AOÛT 2011 : **134.225 exemplaires**
Membre de OJD - Diffusion contrôlée CPPAP : 0411 C 83015
Toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'autorisation expresse de l'éditeur (loi du 11 mars 1957)
Édité par Les Echos, SAS au capital de 794.240 euros
RCS 582 071 437
Les Echos est une publication du **Groupe Les Echos**
PRINCIPAL ASSOCIÉ Uti-par (LVMH)
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL **Nicolas Beytout**
DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ **Mathieu Cosson**
DIRECTEUR GÉNÉRAL PRESSE ÉCONOMIQUE **Nicolas Desbois**
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ **Bernard Villeneuve**